

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

4 mars 2021

## PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT - (N° 3787)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 194

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,  
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,  
M. Ratenon, Mme Ressiguié, Mme Rubin et Mme Taurine

-----

**ARTICLE UNIQUE**

Compléter cet article par les mots :

« en protégeant les éleveurs, le climat et la santé de ses citoyens. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

"Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie."

Nous aimerions retrouver le Macron du printemps. Du moins, celui du début du printemps. Pas celui qui laisse la commission européenne négocier en pleine pandémie de Covid-19, en avril, l'importation de 20 000 tonnes de viandes depuis le Mexique. Nous croyons qu'il est des biens et des services qui doivent être mis en dehors des lois du marché. C'est le cas de notre alimentation. Et, contrairement à ce qu'a pu dire Franck Riester, il faut que la négociation avec le Mercosur soit mise à la poubelle. D'une part pour notre santé, mais également celle de la planète et des éleveurs. Nos éleveurs qui, fortunés de leurs 700€ mensuels, vont être mis en concurrence avec des Brésiliens, des Argentins, qui touchent moins, et qui n'ont pas les mêmes normes d'élevage. C'est organiser la désorganisation. Un dumping social et environnemental.

Il faut jeter l'accord avec le Mercosur à la poubelle, de fait, via la Constitution.